01

# Vérification des pratiques d'hygiène et d'assainissement dans le quartier précaire Adjouffou II de la commune de Port-Bouët en Côte d'Ivoire

**Auteurs :** Manouan NM[1,2], Koutou NC[1], Essis ML[2]

1. Université Felix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire
2. Institut National de Santé Publique, Côte d'Ivoire

**Auteur correspondant :** manounatto3@gmail.com

## Résumé

### Introduction

Les pratiques adéquates en matière d'hygiène et d'assainissement du milieu sont nécessaires pour assurer un confort dans le cadre de vie. L'implication de la population et de ses autorités municipales reste importante en l'occurrence les quartiers précaires. L'objectif de cette étude était de déterminer le degré d'implication des autorités municipales dans les prises de décisions de la population relatives à la gestion des eaux usées.

### Méthodes

Une étude qualitative transversale a été réalisée du 02 au 30 octobre 2021. Des entretiens approfondis, ont été réalisés avec 17 leaders communautaires sélectionnés par choix raisonné. L'analyse de contenu thématique a été utilisée.

### Résultats

Les résultats ont montré l'implication partielle des autorités municipales aux prises de décisions. Les autorités n'ont pas tenu les promesses faites pour la gestion des eaux usées.

### Conclusion

L'implication complète des autorités administratives reste indéniable pour réussir la gestion des eaux usées dans la communauté.

### Message-clé de santé publique

Sensibiliser les autorités administratives à une implication totale dans la gestion des eaux usées pour le bien-être environnemental et sanitaire.

### Mots clés

Hygiène, Assainissement, Quartier précaire, Côte d'Ivoire.

## Abstract

### Introduction

Wastewater management remains important to the well-being of communities. In addition, proper hygiene and environmental sanitation practices are necessary to ensure a comfortable living environment. This is why it is necessary to define the contours of this phenomenon in neighborhoods, particularly precarious ones. The involvement of the population and its municipal authorities remains important. The aim of this study was to determine the extent to which municipal authorities are involved in the population's decision-making on wastewater management.

### Methods

To achieve this objective, a cross-sectional qualitative study using in-depth descriptive and analytical interviews was carried out from October 02 to 30, 2021. A total of 17 community leaders selected on the basis of reasoned choice took part in the study. Thematic content analysis was used for the study.

### Results

The results showed the partial involvement of municipal authorities in decision-making; at the same time, provisions and promises concerning wastewater management are not kept by the authorities.

### Conclusion

The full involvement of administrative authorities remains undeniable for the functioning of the community, both environmentally and health-wise, in terms of wastewater management.

### Key public health message

Raise awareness of the need for administrative authorities to be fully involved in the management of their populations' wastewater, for both their environmental and health well-being.

### Key words

hygiene and sanitation practices, precarious neighborhood, Ivory Coast.

# Introduction

La gestion des eaux usées demeure importante pour le bien-être des communautés. En outre, les pratiques adéquates en matière d'hygiène et d'assainissement du milieu sont nécessaires pour leur assurer un confort dans leur cadre de vie. Au cours du deuxième Sommet Mondial du Développement Durable en 2002, les préoccupations environnementales s'imposaient comme des valeurs essentielles pour construire le monde de demain. Dans les pays développés, la gestion des eaux usées repose essentiellement sur les ruissellements des eaux pluviales qui créent par endroit des inondations (1). Celle-ci étant lié à l'assainissement constitue aujourd'hui une préoccupation majeure pour les pays en voie de développement. Les zones urbaines des pays en de développement sont confrontées à un manque d'infrastructures d'assainissement à domicile. Leurs eaux usées sont insuffisamment traitées, ce qui représente une menace pour la santé humaine et pour l'environnement.

H. G. MPAKAN et *al*, en 2006 ont réalisé une étude selon laquelle 2,6 milliards, soit 42% de la population mondiale n'ont pas accès à un assainissement adéquat. En 2010, plus de 50% de la population mondiale était urbaine, et le phénomène continue de s'amplifier (2). L'évolution de la population urbaine en Afrique était de 37,9% en l'an 2000, et elle atteindra la proportion de 51,8% en 2025, soit un taux d'accroissement de + 3,77% par an. L'une des conséquences est l'absence de réseaux publics et d'infrastructures d'assainissement adaptées dans les quartiers naissants selon Baecher en 2004 (3) ; parallèlement une urbanisation accélérée entraîne également des pressions sur les milieux naturels qui recueillent l'ensemble des rejets (4) selon Désille, en 2012. Les crises socio-politiques de 2002, 2011 et 2020 qu'a connues la Côte d'Ivoire ont entrainé des mouvements migratoires vers les grandes villes notamment la capitale économique Abidjan et ses banlieues. Il se crée alors de nouveaux quartiers surtout les quartiers précaires. Ces quartiers étant situés pour la plupart dans les zones à risque ne bénéficient pas de plans de lotissement et de viabilisation. Ainsi, les populations adoptent des méthodes qui leur sont propres pour rendre leur cadre de vie agréable. Il est à noter que pour le bien-être des habitants, les autorités ont effectué des ouvertures de voie dans les quartiers ; elles ont favorisé la constitution des comités de gestion des quartiers (CGQ). Ces derniers mènent des activités de sensibilisation qui sont basées sur la gestion des déchets liquides et solides. En dépit de toutes ces dispositions prises par les autorités, les habitants n'arrivent pas à adopter des comportements citoyens pour leur bien-être en matière de gestion des déchets en l'occurrence l'évacuation des eaux usées (5). Ainsi pour cerner les contours du phénomène de la gestion des eaux usées dans les quartiers précaires, il est important de connaitre le degré d'implication de la population mais surtout des autorités municipales. Cette étude avait pour objectif de déterminer le degré d'implication des autorités municipales dans les prises de décisions de la population relatives à la gestion des eaux usées.

# Méthodes

Il s'agissait d'une étude essentiellement qualitative transversale menée du 02 au 30 octobre 2021 à l'aide d'entretiens approfondis. Elle s'est déroulée dans le quartier précaire Adjouffou II de la commune de Port-Bouët faisant partie du District Autonome d'Abidjan. Des leaders communautaires au nombre de 17 ont été sélectionnés par choix raisonné. Les critères de sélection étaient : être présent dans le village ou le quartier pendant au moins un mois, donner son consentement avant tout entretien. Une analyse de contenu thématique a été faite dans la perceptive de la sociologie du structuro-Fonctionnalisme de Talcott en 1963 (6) et le rationnel de Raymond Boudon en 2002 (7). Cette référence théorique a permis d'étayer notre étude afin de comprendre le phénomène social.

# Résultats

### Problèmes liés à l'évacuation des eaux usées

Les habitants quartier Adjouffou II rencontraient des problèmes qui étaient liés à l'évacuation des eaux usées qu'ils produisaient. Le quartier n'étant pas viabilisé, il était sujet à des problèmes de voiries, de caniveaux ... La plupart des concessions ne disposaient pas de puits perdus. Les fosses septiques qui existaient étaient construites de façon empirique et anarchique. Elles ne respectaient pas les normes de construction et produisaient par moment des désagréments (ruissellements, odeurs nauséabondes) lorsque ceux-ci étaient remplis. Ces eaux usées se

retrouvaient généralement sur les voies du quartier et un peu partout. En saison pluvieuse, l'eau stagnait en pleine rue et on observait une inondation dans les cours à telle enseigne que les populations ne pouvaient ni entrer, ni sortir de leur maison.

Ce répondant disait ceci : « Le véritable problème est que comme le quartier n'a pas été viabilisé, il n'y a pas de voies de canalisation d'eaux, donc vraiment c'est ce que je viens de dire là, les gens sont obligés de verser l'eau sur la voie publique, il y a d'autres aussi comme ils n'ont plus d'espaces dans leurs cours, ils font des puits perdus sur les voies et lorsque ça remplit ça crée des désagréments » (EI ; homme A. B. A., 41 ans)

### Implication des autorités municipales aux prises de décisions

La gestion des zones territoriales nécessite une symbiose entre les collectivités et les autorités municipales. Il existait un cadre de concertation entre le maire et la population dans lequel se trouvaient presque tous les leaders d'opinions. C'est dans ce cadre qu'un président de CGQ était voté et servait de courroie de transmission entre la population et le maire en relayant les problèmes que vivait la population. Les différentes activités compilées dans les rapports d'activités permettaient de prendre des décisions opérationnelles. Ainsi, il était interdit de construire des fosses septiques à ciel ouvert et des bacs à ordures devaient être déposés dans le quartier…

Ce leader communautaire clamait : « Oui, puisqu'aujourd'hui notre maire qui est là, il a mis les gens dans le quartier, comme tout de suite je viens de vous dire que je suis dans le bureau centre espoir, il y a un président de CGQ, c'est vers ceux-là que nous allons pour exposer nos problèmes. » (EI ; homme, G. ; 67 ans).

Cependant, des raisons de la non-implication des autorités municipales dans les prises de décisions viennent infirmer les raisons précédentes. Il est à noter que le CGQ ne donnerait pas des opportunités aux chefs des communautés pour organiser des rencontres d'échanges qui auraient permis de prendre des décisions pour le bien-être de la population. À cela s'ajoute la non-tenue des promesses. Ce chef communautaire disait : « Oui, mais ils ne viennent pas comme çà pour échanger avec nous, on les voit souvent en campagne, quand ils viennent en campagne, on leur donne nos préoccupations lorsqu'ils finissent, ils nous promettent beaucoup de choses, ils nous donnent des réponses qui nous font rêver et après la campagne on ne les revoit plus ici » (EI ; Homme K. K. ; 70 ans).

### Dispositions prises par les autorités pour l'évacuation des eaux usées

Les dispositions n'étaient pas prises pour le bien-être de la population, selon cet interviewé : « Aucune disposition et pas de promesses en ce qui concerne les eaux usées. Ils nous disent qu'ils vont faire la voirie. Ce sont des promesses et on ne voit pas. On veut du concret. » (EI ; Homme K. K.).

Un autre répondant affirmait ceci : « le quartier étant considéré comme précaire est délaissé par presque toutes les autorités qui arrivent au niveau de la mairie. Ceux-ci ne prennent pas le temps pour le visiter afin de s'imprégner des difficultés que subit la population en ce qui concerne l'assainissement. » (EI ; homme L. K. ; 27 ans).

Néanmoins, un des répondants a affirmé que le maire avait mis à la disposition du quartier un engin pour les aider à vider les fosses septiques ; cependant le problème majeur reste la difficulté de cet engin à accéder aux habitations. Les voies d'accès étaient pratiquement inexistantes. Il a dit : « Le maire a acheté un engin pour pouvoir nous aider à vider nos fosses septiques à la mairie là-bas. Ici notre problème ce n'est pas partout que le camion peut rentrer. » (EI ; homme A. B. A., 41 ans).

## Discussion

### Problèmes liés à l'évacuation des eaux usées

Au quartier Adjouffou II, les puits perdus et les fosses septiques étaient installés de façon anarchique surtout dans les ruelles. En saison pluvieuse, l'eau stagne en pleine rue, et on observe une inondation dans les cours à telle enseigne que la population ne pouvait ni entrer, ni sortir de leur maison. Cette situation est révélée par Sall (1998), in A.BA, (8) lorsqu'il évoquait les problèmes de nuisances esthétiques dans les quartiers de Goumel, Kenia, et Belfort, dans commune de Ziguinchor au Sénégal « Ces nuisances esthétiques s'accroissent pendant la saison des pluies lorsque les eaux de ruissellement se mélangent aux eaux usées domestiques et aux déchets solides ménagers de toute nature et envahissent rues, terrains vagues et parcelles situés dans la zone inondable. »

### Implication des autorités municipales aux prises de décisions

L'implication des autorités municipales aux prises de décisions dans la gestion des eaux usées dans le quartier Adjouffou II ne différait pas des résultats de l'étude de Traoré KASSOUM menée dans les quartiers précaires de la ville d'Abidjan en 2007 (9). Selon son étude, plus de la moitié de la population interrogée (58%) jugeait l'action des pouvoirs publics insuffisante, tandis qu'un peu plus d'un quart (27%) la trouvait acceptable. Une frange de personnes interrogées (15%) était sans opinion. Pour lui, ce résultat traduisait une certaine insatisfaction de la population des quartiers concernés devant les interventions des pouvoirs publics.

Toujours selon lui, de l'avis des enquêtés, respectivement 26,7% et 15,1%, la mairie les conviait aux réunions, et elle était sensible à leur problème de salubrité. Pour preuve, ces derniers se référaient aux réunions que les mairies initiaient souvent avec les chefs des quartiers. Mais en réalité, le constat sur le terrain montrait que les résultats escomptés de toutes ces actions menées n'étaient pas probants. C'est ce qui a fait dire respectivement à 73,3% et 84,9% d'entre eux que la mairie ne les conviait pas aux réunions et n'était pas sensible à la dégradation de leur cadre de vie. Pour ces derniers, la mairie ne travaillait pas bien pour la salubrité des quartiers.

### Dispositions prises par les autorités pour l'évacuation des eaux usées

Les populations du quartier Adjouffou II dans presque l'unanimité affirmaient que les dispositions n'étaient pas prises pour leur bien-être en ce qui concerne l'évacuation des eaux usées. Ce résultat abonde dans le même sens que l'analyse faite par Péga TUO en 2019 dans son étude réalisée au quartier Kennedy-Clouetcha lorsqu'il disait que 74,1% des chefs de ménages enquêtés estimaient que les autorités municipales ne menaient aucune action concrète sur le terrain en matière d'assainissement (10).

Cependant, Traoré KASSOUM (op. cit) a affirmé que certaines mairies ne pouvaient pas totalement faire face à cette tâche parce que leurs ressources financières seraient insuffisantes (9). Le budget ne permettrait pas de faire de grands travaux de réhabilitation.

## Conclusion

Les pratiques en hygiène et en assainissement du milieu sont nécessaires pour procurer un cadre de vie agréable à la population. Cela passe par une action collégiale de la population avec l'implication complète des autorités administratives afin que la communauté bénéficie d'un bien être aussi bien au niveau environnemental que sanitaire.

## Remerciements

Nous remercions les leaders communautaires, le CGQ pour leur disponibilité et leur contribution.

## Références

1- BRELOT Elodie, BARRAUD Sylvie, BACOT Laetitia, 2006, Rédaction d'un rapport technique sur les réseaux, voiries et infrastructures pour la gestion des eaux pluviales-stratégie et solution technique (extrait) région Rhône-Alpes.

2- MPAKAM Hernanie Grelle, KAMGANG Kabeyne, B.V., KOUAM Kenmogne, G.-R., TAMO Tatietse et EKODECK Georges E., 2006, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les villes des pays en développement : cas de Basoussan (Cameroun). Revue électronique en sciences de l'environnement (vertigo), vol. 7, N° 2, site : https//vertigo.revues.org/2377 du 15/11/2017 à12h 33.

3- BAECHER Cédric, DUTREIXN Nicolas, 2004, Eau, assainissement et développement durable : Les enjeux dans les villes des pays en Développement par une co-production de (UNESCO, programme Waterdev de Veolia : Water Veolia Water, pS-Eau) 2004 ; p14-16.

4- DESILLE Denis, 2012, Guide pratique intervenir pour l'assainissement dans les pays en développement réaliser par Ps-Eau (le programme solidarité eau)

2010 ; p.4, www.pseau.org, programme Solidarité Eau, Paris, France.

5- MANOUAN N'guetta Mathilde, 2018, La problématique de l'évacuation des eaux usées dans les quartiers précaires en Côte d'Ivoire : le cas du quartier Divo dans la commune de Koumassi, mémoire Master II. P6.

6- TALCOTT Parsons, 1963, ON THE CONCEPT OF INFLUENCE, Public Opinion Quarterly, Volume 27, Issue 1, SPRING 1963, Pages 37–62, https://doi.org/10.1086/.

7- BOUDON Raymond, 2002, la théorie du choix rationnel ou l'individualisme méthodologique sociologie et sociétés, -erudit.org du 22/06/2020 à 19h 46.

8- BA Aïssatou, 2021, Assainissement autonome au Sénégal, entre principes et pratiques : l'exemple des quartiers de Goumel, Kenia et Belfort, comme de Ziguincor. Site : https:/riviereduSud.uasz.sn./handle/123456789.

9- TRAORÉ Kassoum, 2007, De la sensibilisation des populations à la gestion de l'environnement urbain dans les quartiers précaires de la ville d'Abidjan. Etude de la Population Africaine Vol. 22 N°2 ; http://aps.journals.ac.za.

10- TUO Péga, 2019, Gestion des eaux usées et nuisances sanitaires dans les cadres de vie des populations d'Abobo-Kennedy-Clouetcha (Abidjan, Côte d'Ivoire) Revue Africaine des Sciences Sociales et de la Santé Publique (RASP) Vol. 1 No 1, Site : http://revue-rasp.org/index.php/rasp/issue/view/.